



LE DEVOIR

« JUNGLE » DE CALAIS L'OPPOSITION AVANT L'EXPULSION



EMILIO MORENATTI ASSOCIATED PRESS

La « Jungle » de Calais, immense campement de milliers de migrants dans le nord de la France, se préparait dimanche à son évacuation à partir de lundi. Ces préparatifs ne se sont pas faits sans heurts, alors que des affrontements ont opposé migrants et forces de l'ordre en soirée. **Page B 2**

« C'est ensemble que nous avancerons »

Alice Paquet déplore que sa vie privée voile le débat sur la banalisation de la violence sexuelle envers les femmes

MARIE-MICHÈLE SIOUI

Elle a pris la parole spontanément lors d'une vigie en soutien aux victimes d'agressions sexuelles organisée à l'Université Laval, mercredi dernier. Le reste de l'histoire d'Alice Paquet s'est déroulé dans la sphère publique: dans une lettre publiée ce lundi dans *Le Devoir*, la jeune femme de 21 ans dénonce les incursions dans sa vie privée, car elles occultent à son avis les enjeux les plus importants de la discussion sur les violences sexuelles.

Avec son texte, intitulé « Elle a pas l'air d'une fille qui s'est fait violer », Alice Paquet espère mettre fin à son passage médiatique, lancé après qu'elle a formulé des allégations d'agression sexuelle à l'endroit du député Gerry Sklavounos.

« J'ai en effet perdu le contrôle sur l'histoire, les faits et leur interprétation: alors que j'avais été présentée d'abord comme une fille confuse, puis comme une ex-prostituée, tout était mis en œuvre pour éroder la force et la crédibilité de ma parole, écrit-elle. Ce qui me choque, c'est qu'on ait fouillé dans ma vie privée pour y repérer des

VOIR PAGE A 8 : ENSEMBLE

ENTREVUE AVEC LA MINISTRE MARIE-CLAUDE BIBEAU

Le Canada vise un rôle actif dans la Francophonie internationale

PHILIPPE ORFALI

À un mois du XVI^e Sommet de la Francophonie, Ottawa annonce ses couleurs: tant en matière d'économie que de diplomatie et de développement, la conférence de Madagascar sera celle du « réengagement en francophonie internationale » du Canada, a affirmé

la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, en entrevue au *Devoir*.

Le sommet qui doit se tenir à Antananarivo, la capitale malgache, du 21 au 27 novembre revêt une grande importance pour Ottawa, soutient la ministre. Un an après l'arrivée au pouvoir des libéraux, et à quelques mois du second

anniversaire de l'élection de Michaëlle Jean au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'élue soutient que l'approche du gouvernement Trudeau tranchera avec celle, plus effacée, des conservateurs.

« On a rencontré M^{me} Jean à plusieurs reprises dernièrement. [...] Nous voulons jouer un rôle

plus actif, plus politique au sein de l'OIF, un rôle plus rassembleur qu'avant. Nous entendons être très présents, sur le terrain. L'OIF est un bon forum pour cela », a-t-elle dit.

Plus concrètement, le gouvernement canadien fait preuve d'un vif intérêt envers l'Afrique franco-

VOIR PAGE A 8 : FRANCOPHONIE

AUJOURD'HUI



Société L'étonnante histoire de la douleur, d'hier à aujourd'hui. **Page A 5**

Le Monde Mossoul et après. Une chronique de François Brousseau. **Page B 1**



Avis légaux..... B 2
Décès..... B 6
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 4

CENTRE-SUD

Naître rue Ontario... avec une sage-femme

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Un va-et-vient de poussettes et de ventres ronds bouscule le paysage habituel, coin Papineau et Ontario, en plein cœur du Centre-Sud, à Montréal. Entre un salon de tatouage, un bar, un restaurant chic et une boulangerie, la maison des naissances Jeanne-Mance, nouvellement inaugurée, a pignon sur la rue Ontario. C'est un défi unique pour ses sages-femmes: elles souhaitent accompagner en priorité les mères qui, dans ce quartier aussi mixte que défavorisé, vivent souvent en situation de vulnérabilité. Elles se sont donné pour objectif de faire grimper à 20% la proportion de leurs patientes qui se trouvent dans cette condition.

« C'était important de s'installer au sud de Sherbrooke, près du transport en commun, confie la responsable des services de sage-femme, Selvi Anoussamy. Les familles vulnérables ne vont pas monter la côte pour recevoir des services. » Pour la responsable du comité de parents, Magali Letarte, après une première surprise, c'était une « victoire », cette adresse rue Ontario. Pas question de se retrancher sur une « chic rue avec de grands arbres », tranche-t-elle,



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La sage-femme Selvi Anoussamy (au centre) pratique depuis 22 ans. La maison des naissances Jeanne-Mance assurera 320 suivis de grossesse par an.

VOIR PAGE A 8 : NAÎTRE

ACTUALITÉS

PROJET OPTILAB

Les médecins veilleront au grain, avertissent-ils

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Le Collège des médecins du Québec suit l'évolution du projet Optilab «de très près» et «dénoncera toute situation comportant un risque pour les patients», a affirmé son président, le Dr Charles Bernard, en entrevue au *Devoir*.

Le projet Optilab, qui est sur les planches à dessin du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) depuis environ cinq ans, est encore nébuleux. On sait que la majorité des analyses serait effectuée dans l'un des onze laboratoires serveurs, alors que les laboratoires des autres hôpitaux verraient leurs effectifs réduits. Quelles analyses seraient transférées? Quand?

«Pour l'instant, c'est de la spéculation», affirme le Dr Bernard. «Les conditions gagnantes doivent être réunies, soit un transport sécuritaire des spécimens et un système informatique cohérent pour assurer la traçabilité.»

Lui comme les autres représentants médicaux à qui *Le Devoir* a parlé ne rejette pas complètement l'idée de centraliser certaines analyses pour permettre l'achat de coûteuses technologies ou améliorer l'efficacité. Mais la qualité doit être au rendez-vous.

Du concret

La présidente de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, la Dr^e Diane Francœur, rencontre le ministre Gaétan Barrette mardi prochain. «Je suis tannée du bla-bla, j'exige des actions!», lance-t-elle. «Je n'ai aucune garantie pour l'instant.» Elle doute que le projet vise une amélioration de la qualité des analyses au Québec. «On ne voit pas d'autres objectifs que celui de faire des compressions.» Québec estime à 75 millions de dollars les économies à réaliser.

Dès avril prochain, les technologues verront leur emploi transféré en fonction des 11 laboratoires serveurs désignés. Le principal syndicat des représentants, craignant 500 à 1000 pertes d'emplois, conteste devant le Tribunal administratif du travail. Pourquoi faire ces changements maintenant, alors qu'Optilab doit se déployer sur trois à cinq ans? «Ils nous tiennent dans le noir», reproche la présidente de l'Alliance du per-

sonnel professionnel et technique (APTS), Carolle Dubé.

Faux problème

Le Dr Yves Giguère met en doute la prémisse même d'Optilab. «Il n'a jamais été démontré qu'il y avait un problème de qualité ou de coût avec les laboratoires du Québec», affirme le président de l'Association des médecins biochimistes du Québec. «Jusqu'à preuve du contraire, nos coûts par personne sont parmi les plus bas au Canada et dans les pays de l'OCDE!» Selon lui, la consultation des médecins concernés, jusqu'à maintenant, est cosmétique, et les objectifs, «purement économiques». Pourtant, il n'est pas contre une certaine centralisation: lui-même dirige un laboratoire qui traite tous les échantillons du Programme québécois de dépistage néonatal, ces prélèvements faits au talon de tous les nouveau-nés.

«On est prêts à travailler avec Québec, on veut rétablir le lien de confiance, voir les données», dit-il. N'oublions pas que 70% des diagnostics sont faits à partir de résultats de tests de laboratoire.»

Le Dr Bernard Mathieu avertit que le projet pourrait plomber la performance, déjà problématique, des urgences. «Dans le guide de gestion des urgences, on demande que les résultats de laboratoire soient disponibles en moins d'une heure trente. On a installé des systèmes pneumatiques pour un transport rapide au sein de l'hôpital. Et là, on enverrait des échantillons dans le trafic?», s'interroge le président de l'Association des médecins d'urgence du Québec. «On va allonger le temps de séjour des patients.»

Alors qu'on lui demandait sur quelles études ou analyses il se basait dans ce projet, le MSSS a répondu au *Devoir* que «Optilab comporte des avantages considérables, entre autres, l'assurance d'une masse critique d'expertise et l'automatisation des processus à haut volume d'activités». «Ce modèle d'organisation est basé sur une approche qui respecte les besoins cliniques et tient compte des moyens technologiques requis afin d'assurer des services de qualité à la population», écrit le responsable des communications du MSSS, Marie-Claude Lacasse.

Le Devoir



Les laboratoires de Sainte-Justine sont un exemple de précision et de rapidité. Les médecins de l'hôpital pour enfants ont peur que les bénéfices de la recherche pâtissent du transport et des manipulations engendrés par le projet Optilab.

PHOTOS PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les dangers de la centralisation

Les laboratoires uniques de l'hôpital Sainte-Justine sont menacés, plaident ses médecins

Les médecins du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine sonnaient l'alarme il y a peu de temps: ils assimilent la centralisation des laboratoires nommée Optilab, qui enverra des prélèvements des jeunes patients au CHUM, à un démantèlement. Les conséquences seront potentiellement graves pour les patients, disent-ils. À leur invitation, *Le Devoir* a pu se glisser dans les coulisses de l'hôpital, des couloirs que les patients ne fréquentent pas, mais où, souvent, des vies se jouent.

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Une porte verrouillée marque la limite entre le grouillant hôpital pour enfants et le calme relatif de ses laboratoires. C'est là que le Dr Christian Renaud accueille *Le Devoir*. Le microbiologiste-infectiologue résume son inquiétude en quelques mots. «On nous parle de réduire de 60% les effectifs des laboratoires. Mais on ne sait rien.» Une collègue à qui il a délégué sa garde du jour passe sa tête dans l'embrasure de la porte du petit bureau.

«Est-ce qu'on a trouvé des champignons?», demande-t-elle avec anxiété. Sur la liste de garde de plusieurs dizaines de patients, un enfant immunosupprimé. Sa peau est atteinte par un microbe peu ordinaire qui se multiplie à la vitesse grand V. Cela pourrait tuer, car son système immunitaire n'a pas la force de frappe nécessaire pour combattre.

Le coupable est apparu timidement sur une gelose pendant la nuit.

Des leucémies, des lymphomes, des greffes de moelle osseuse, de foie, de cœur, des cas de VIH, de grande prématurité, de tuberculose. Autant d'enfants qui, ce jour-là, sont victimes d'une infection à un des étages. «Ce n'est pas des blagues quand on dit qu'on soigne les enfants les plus malades du Québec», s'indigne le Dr Renaud, qui semble encore incrédule de devoir défendre l'importance cruciale des laboratoires pour un hôpital comme Sainte-Justine.

Les principales craintes: que des échantillons se perdent ou se dégradent dans le transport, forçant la reprise de prélèvements souvent complexes ou douloureux. Les médecins dénoncent aussi les ef-

fets appréhendés sur le travail interdisciplinaire et l'innovation s'ils sont coupés de leurs laboratoires et que les équipes sont divisées entre le CHUM et Sainte-Justine. «C'est tout le travail d'équipe qui est en péril», selon le Dr Renaud.

Des diagnostics critiques

Premier arrêt en radiologie. Un adolescent qui vit avec une maladie auto-immune a fait plusieurs heures de voiture avec sa mère pour une biopsie du foie. Le tintement rapide du moniteur cardiaque trahit sa nervosité. C'est douloureux. Son médecin retire un spécimen de la taille d'un cheveu de quelques millimètres. «Il ne faut pas qu'il sèche. Apportez ça au labo au plus vite», lance-t-elle.

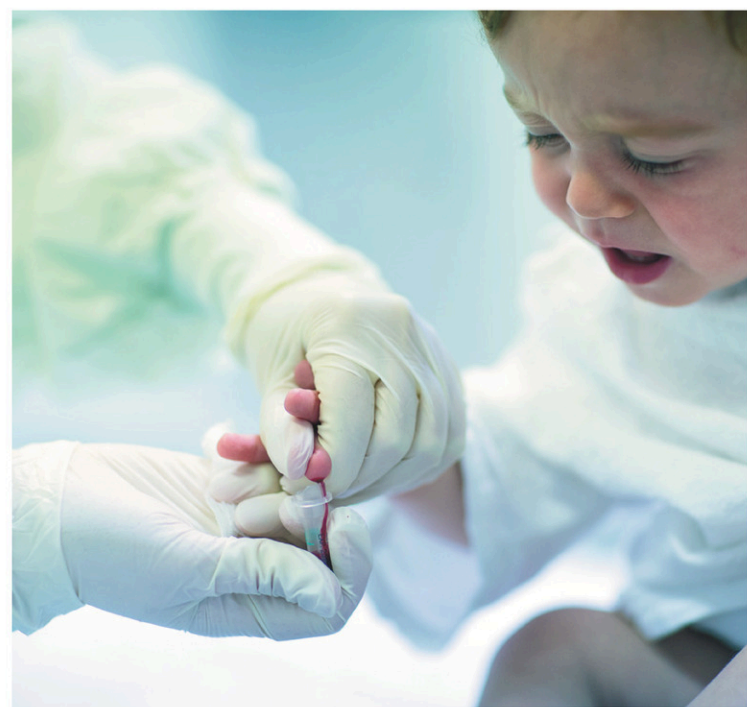
Traversée des laboratoires d'immunologie, de virologie, de biologie moléculaire, de microbiologie. À leurs côtés, les technologues tiennent une liste de «leurs» patients. Elles connaissent leurs noms par cœur. Dès

40% des nouvelles analyses de laboratoires développées au Québec proviennent de Sainte-Justine

qu'un résultat se confirme, elles saisissent le téléphone.

L'immunologue pédiatre Élie Haddad se tient à côté de l'appareil qui a permis de mettre au point des tests pour diagnostiquer une panoplie de maladies rares: «On est dans le cas par cas, rien ici n'est automatisé ni automatisable.» Que son laboratoire échappe ou non à Optilab, drame il y a, dit-il, car c'est l'interaction avec tous ses collègues qui a rendu possible la mise au point de nombreux tests uniques.

En effet, 40% des nouvelles analyses de laboratoires développées au Québec provien-



«Des tests qu'on fait avec une goutte de sang, les hôpitaux pour adultes les font avec 5 ml», affirme la Dr^e Carine Nyalendo, qui dirige le service de biochimie.

nent de Sainte-Justine.

«Nous ne sommes pas des enfants gâtés! Je n'ai pas à m'excuser d'aimer mes patients», lance le Dr Haddad avec émotion.

La Dr^e Carine Nyalendo n'est pas moins inquiète. Elle dirige le service de biochimie, dont le laboratoire est la «ruche» centrale de Sainte-Justine. Là transigent des milliers d'analyses sanguines.

«Des tests qu'on fait avec une goutte de sang, les hôpitaux pour adultes les font avec 5 ml», explique-t-elle, soucieuse du sort de ces précieux échantillons sur les routes de Montréal

puis dans un laboratoire du CHUM. «Ils ne garderont pas nos échantillons pendant des jours comme nous pour pouvoir mener de nouvelles investigations», craint-elle. Et à qui ira la priorité, à quelle vitesse? «On fait tout pour sortir les résultats en quelques heures», explique-t-elle. À l'autre bout du processus, des parents, inquiets, attendent. Entre la routine des tests de glucose, le laboratoire est responsable d'analyses délicates, comme l'identification du virus Zika.

Rapidité et spécificité

L'hémato-oncologue Yves Pastore termine une consultation. Il a admis un enfant aux soins intensifs. Leucémie. «Ca prend un pronostic rapide. On ne peut envoyer le tube sur la route et attendre deux jours!», s'exclame-t-il en parlant d'Optilab. «On a fait entrer une technicienne d'urgence la fin de semaine. Si c'est un type particulier de leucémie, le traitement est totalement différent.» Selon lui, on peut perdre un enfant

très rapidement tant certaines maladies sont fulgurantes. «La démarche de Québec est louable. Mais la réalité pédiatrique est si différente. Optilab nous pousserait à diminuer nos standards de soin.»

Dans un service voisin, la tournée nous mène à surprendre trois médecins penchés sur le cas d'un patient atteint d'une anomalie au cerveau. Le pathologiste Benjamin Ellezam, le neurochirurgien Claude Mercier, et le neuro-oncologue Sébastien Perreault délibèrent. Est-ce cancéreux? «Professionnellement, ce serait une catastrophe si on ne travaillait plus, physiquement, ensemble», constate le Dr Mercier. Les spécimens, il les apporte le plus souvent lui-même au Dr Ellezam, directement de la table d'opération, où le reste de l'intervention dépend du résultat.

Dans le bureau voisin, l'énigme du petit patient immunosupprimé atteint d'une mystérieuse infection de la peau livre ses secrets. Sous le microscope de la pathologiste Natalie Patey, des colorations de la peau du patient révèlent qu'un champignon agressif est en cause. «Tous les vaisseaux sont infectés!», lance-t-elle au Dr Renaud. «On a commencé un traitement, on espère que ça va fonctionner...», répond ce dernier.

La chef du service de pathologie, la Dr^e Dorothee Dal Soglio, ne peut pas croire que des échantillons aussi cruciaux seraient envoyés sur la route. «C'est vrai que certaines analyses peuvent attendre. Mais pas celles d'un enfant greffé qui peut perdre son foie!»

Le Devoir



Optilab fait craindre 500 à 1000 pertes d'emplois aux technologues œuvrant en laboratoire.

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Résultats des tirages du : 2016-10-22

LOTTO 649: 13 24 29 43 compl. 31 33 47
Prochain gros lot (approx.): 16 000 000 \$
+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$
63688849-02

Quebec: 01 02 04 31 compl. 09 36 49
Extra: 2655071

Résultats des tirages du : 2016-10-21

LOTTO MAX: 33 34 36 42 44 45 47 compl. 14
Prochain gros lot (approx.): 34 000 000 \$
6925266

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ACTUALITÉS

Ne vous en déplaîse

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Que puis-je devant tous les DSK, les Aubut, les Ghomeshi, les Cosby et *tutti quanti*? Que des salauds, petits et gros, se manifestent encore et toujours, en quoi cela constitue-t-il une surprise, surtout dans un monde médiatique qui fait son miel du sensationnel?

Je m'installe à ma table pour écrire. Bêtement, je me convaincs tant bien que mal qu'il vaut mieux parler d'autre chose que de cela. Parler de Bombardier par exemple, cet éternel assisté social à qui notre société vient d'offrir la bagatelle de 3,3 milliards de dollars pour lui permettre de continuer de planer en rase-mottes. Une bagatelle pour un massacre: 17 250 ouvriers remerciés d'ici 2018, le quart environ au Québec. Une honte qui nous rappelle que le commerce se livre maintenant au mépris des États autant que de ceux qui les constituent.

Penché ainsi à ma table, je me dis que je pourrais aussi parler des dernières convulsions de l'AECG, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. Un accord bancal, qui penche en faveur des seules multinationales, soutenu malgré tout par des élus qui semblent croire que l'ordre marchand est une fatalité. Quand avez-vous entendu le premier ministre Trudeau offrir à la population la possibilité de débattre de cette entente?

Mais ces sujets, pour importants qu'ils soient, me servent tout au plus cette semaine à me refermer, à m'éviter de sonder ma position de poltron qui, allez savoir pourquoi, souhaitait s'épargner de parler pour une fois des rapports sociaux entre hommes et femmes.

Au fond, je me suis dit toute la semaine dernière, comme nombre de gars, que je ne tenais pas à parler de la conduite de voyous. Je me ferme ainsi les yeux afin de refuser ce qui me dérange: considérer que je participe bel et bien, même malgré moi, à une société où la violence envers les femmes ne relève pas de comportements strictement marginaux, mais bien de manifestations révélatrices d'un fait culturel: l'homme vu comme le dominant, la femme vue comme la dominée, la sexualité du premier s'épanouissant volontiers aux dépens de la seconde.

Une confidente vient de me raconter une scène qui lui est arrivée sur le quai d'une station de métro de la ligne orange. La vie de tous les jours pour bien des femmes. Rien pour autant de banal.

Un homme dans la trentaine se plante devant cette amie. Il veut l'inviter à prendre un café sur-le-champ. Oh, il est sympathique, poli, bien mis. Rien de l'homme de Cro-Magnon.

Elle lui répond: «non». Mais devant un refus exprimé bien net, le vieux fond de Cro-Magnon reprend soudain du galon. Cro-Magnon la suit sur le quai et ne la lâche pas d'un pied. Il monte dans le même wagon. Après deux stations, il débarque avec elle et s'attache à ses pas. Tout du long, il se fait de plus en plus pressant, insistant:

«On doit te le dire souvent que t'es belle, hein?»

«C'est juste pour prendre un café, voyons!»

«Sois pas farouche»

«C'est quoi, ton problème?»

«Fais pas ta gênée, ma belle.»

Banal tellement c'est courant, me confirment plusieurs femmes. Justement, je ne trouve pas que cela l'est. Je trouve même cela fort révélateur.

En vertu de quoi des types sentent-ils que les débordements de leur sexualité sont autorisés? Il y a certainement une réflexion à avoir sur les rapports de pouvoir.

Peut-être ces comportements sont-ils le produit d'une culture de «chambre de joueurs», de fermentations d'une masculinité qui gagnerait à s'aérer les idées. On le dit en tout cas ces jours-ci. Mais comme je me méfie des clubs, surtout de ceux qui m'accepteraient pour membre, je ne suis sans doute pas la bonne référence pour parler des «boys' club». Reste que, de manière générale, à moins de se mettre la tête dans le sable, il est patent que les représentations de la sexualité dans notre société posent encore le consentement comme une chose triviale. Le mâle se sent volontiers le droit de foncer tête baissée, bref de faire l'âne tout en se prenant pour un taureau.

Bien sûr, je n'ai pas à me sentir coupable comme individu devant les dérapages de certains de mes congénères. Reste que c'est bien cette condition de dominant que je partage avec eux qui me permet d'éviter, un bon matin, selon mon bon plaisir, de parler des conséquences de leurs dérapages... Les femmes, elles, n'ont pas ce choix: elles ploient collectivement sous la charge que leur fait porter la société, sans jamais pouvoir y échapper.

Une société où persistent le dénigrement, le harcèlement, les violences et les inégalités de traitement n'est pas tolérable. Pourquoi alors cela se poursuit-il? Peut-être à cause d'une peur d'envisager les bienfaits du féminisme tandis qu'on trouve toujours des raisons de laisser courir l'irrationnel?

À moins pourtant d'affirmer soudain qu'il faut tourner le dos au progrès social, une société ne devrait pas avoir peur de se dire féministe. N'en déplaîse à la vice-première ministre.

QUÉBEC

Une nouvelle politique de prévention en santé

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Pas moins de sept ministres en plein air, dimanche au parc La Fontaine à Montréal, pour lancer une politique gouvernementale de prévention en santé qui vise à améliorer la qualité de vie des Québécois en travaillant en amont des problèmes de santé, que ce soit par l'éducation ou l'aménagement des villes, par exemple.

Québec se donne de grands objectifs, et le plan d'action concret qui doit accompagner la politique sera présenté d'ici un an, a promis la ministre déléguée à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie, Lucie Charlebois, qui a piloté ce dossier.

Québec se donne neuf cibles d'ici 2025. Par exemple, on souhaite diminuer de 21 à 10% la proportion de fumeurs, accroître l'offre de logements abordables sociaux et communautaires de 49% ou augmenter de 20% la proportion de jeunes de 12 à 17 ans actifs.

L'enveloppe de 76,1 millions sur 10 ans assortie à la politique n'est qu'un début des investissements qui pourront y être consacrés, a-t-elle affirmé. «Il y a déjà 400 millions d'investis en prévention en ce moment, a-t-elle rappelé. Les 76 millions, c'est pour de nouvelles initiatives, mais chaque ministère impliqué a son budget. Par exemple, les maternelles 4 ans, ça participe à la prévention, mais c'est dans le budget du ministère de l'Éducation que c'est assumé».

Québec exclut la possibilité de taxer les boissons sucrées pour financer cette politique pour l'instant. «Il y a beaucoup de choses à faire avant de taxer davantage, ce n'est pas la priorité», a indiqué M^{me} Charlebois.

«La politique, c'est la vision, mais d'ici un an nous allons présenter un plan d'action qui sera plus concret», a promis M^{me} Charlebois. Santé, municipalité, éducation, environnement, les initiatives seront, on l'assure, transversales.

Le bref gouvernement du Parti Québécois avait laissé une ébauche avancée d'une politique nationale de prévention au mo-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Sept ministres ont pris part à l'annonce dimanche, dont Lucie Charlebois, qui a présenté la politique.

ment des élections, en 2014. L'ancien ministre de la Santé Réjean Hébert l'avait présentée au Conseil des ministres.

À son arrivée, la ministre Lucie Charlebois avait confirmé au *Devoir* que cette politique ne serait pas mise de côté. Il aura fallu plus de deux ans pour en arriver à une annonce. «La politique du Parti Québécois ne s'accompagnait pas de crédits budgétaires ni de consultation. Là, nous avons approfondi et nous avons les moyens d'agir», a précisé M^{me} Charlebois.

En attente des actions

Présente lors de l'annonce, Sylvie Bernier salue l'intersectornalité de l'initiative. «Ce sont des cibles ambitieuses; maintenant, ça prendra des investissements ambitieux!», a déclaré la porte-parole du tout nouveau Regroupement pour un Québec en santé, qui réunit une centaine d'organisations et de décideurs.

L'investissement initial de 76 millions peut paraître modeste à cet égard. «Seulement avec une taxe sur les boissons sucrées, on

Les cibles pour 2025

Augmenter à 80% la proportion d'enfants qui commencent leur scolarité sans présenter de facteur de vulnérabilité.

Atteindre 90% des municipalités qui adoptent des mesures de prévention diverses.

Accroître l'offre de logements abordables, sociaux et communautaires de 49%.

Faire baisser à 10% la proportion de fumeurs.

Atteindre un niveau élevé de bien-être émotionnel et psycho-

social chez au moins 80% de la population.

Augmenter de 18% le nombre d'aînés recevant des services de soutien à domicile.

Atteindre une consommation minimale de cinq fruits et légumes chaque jour chez plus de la moitié de la population.

Augmenter de 20% la proportion de jeunes âgés de 12 à 17 ans actifs durant leurs loisirs et leurs déplacements.

Réduire de 10% l'écart de mortalité prématurée entre les personnes les plus défavorisées et les plus favorisées.

pourrait dégager 2,6 milliards de dollars pour financer cette politique», explique M^{me} Bernier. Malgré tout, elle a affirmé avoir «beaucoup d'espoir», car la politique «envoie un message clair [disant] qu'on a une responsabilité individuelle, mais que la responsabilité collective est plus importante quand il est question de prévention».

Son de cloche semblable du côté du directeur de la Santé publique de Montréal, le Dr Richard Massé. «L'important, ce sera de voir la mise en œuvre. Ce qu'il y a dans la politique, c'est excellent, ça fait très longtemps qu'on le réclamait», a-t-il indiqué.

Le Devoir

COURSE À LA CHEFFERIE CONSERVATRICE

Michael Chong présente sa vision d'une réforme démocratique

Tout choix de premier ministre doit être approuvé par le Parlement, dit le candidat

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Le verdict des électeurs ou celui de militants politiques ne suffit pas pour choisir le premier ministre du pays, de l'avis d'un candidat à la chefferie conservatrice. Michael Chong estime que les députés fédéraux devraient avoir le dernier mot quant à la date de choisir un nouveau gouvernement ou un premier ministre héritant du pouvoir en cours de mandat.

Le député ontarien dévoilera ce lundi sa proposition de réforme démocratique, dans le cadre de la course à la chefferie du Parti conservateur. En entrevue avec *Le Devoir* la semaine dernière, à la suite d'une autre annonce à caractère économique, Michael Chong avait dénoncé qu'un simple membre du gouvernement au pouvoir puisse devenir chef du pouvoir exécutif en mi-mandat. L'ex-ministre Chong exigerait, s'il est élu chef conservateur, un vote de confiance des élus fédéraux — tous partis confondus — à la suite du remplacement d'un premier ministre qui quitterait ses

fonctions entre deux élections. Des cas comme ceux de Paul Martin, qui a hérité du poste de premier ministre en 2003 après le départ de Jean Chrétien, ou comme Kim Campbell qui a dirigé brièvement le pays en 1993 après la démission de Brian Mulroney.

En vertu de la proposition de Michael Chong, une fois le choix d'un nouveau chef permanent effectué par le parti au pouvoir, la Chambre des communes aurait ensuite à entériner cette décision lors d'un vote de confiance.

Même chose, d'ailleurs, après une élection générale. Michael Chong obligerait la reprise des travaux du Parlement au plus tard deux semaines après le jour du scrutin et forcerait le nouveau gouvernement à se soumettre alors à un vote de confiance des élus fédéraux.

Michael Chong est ce député qui avait déposé un projet de loi de réforme démocratique adopté en 2014 et permettant aux caucus de tenir un vote secret pour destituer leur chef. Le député conservateur avait aussi suggéré, sans pour autant tenter de légiférer à ce sujet, que les chefs de parti ne puissent pas imposer leur veto aux questions posées en Chambre par les élus, ni au choix de candidats électoraux.

Une coalition n'est pas le démon

L'aspirant-chef conservateur s'inscrit par ailleurs en faux contre la position de ses collègues, car il estime qu'une coalition de partis d'opposition devrait pouvoir former un gouvernement et que ce dernier devrait être reconnu. L'ancien premier ministre Stephen Harper a failli être renversé par une coalition en 2008 et le Parti conservateur brandissait depuis sans relâche la menace d'une telle coalition pour convaincre les électeurs de lui accorder une majorité.

La course conservatrice compte maintenant sept candidats officiellement inscrits: Michael Chong, Maxime Bernier, Kellie Leitch, Deepak Obhrai, Andrew Scheer et Brad Trost et Steven Blaney (voir ci-contre).

L'ancien ministre Chris Alexander affirme avoir déposé son bulletin de candidature la semaine dernière.



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Steven Blaney a annoncé sa candidature lors du brunch annuel de l'association conservatrice de Bellechasse-Les Etchemins-Lévis, dimanche.

Blaney dans la course

VICKY FRAGASSO-MARQUIS

L'ex-ministre Steven Blaney compte mettre les sujets de la sécurité, de l'agriculture et de l'identité à l'avant-plan dans la course à la direction du Parti conservateur.

Après avoir longuement réfléchi, M. Blaney a fait son annonce officielle dimanche midi, lors du brunch annuel de l'association conservatrice de sa circonscription de Bellechasse-Les Etchemins-Lévis. Le candidat avait déjà déposé ses documents de candidature mercredi dernier.

En entrevue à La Presse canadienne, M. Blaney a affirmé qu'il prévoyait exposer «sa propre vision» dans les prochains mois qui se démarquera de ses six adversaires déjà dans la course.

Il cite en exemple son désaccord avec le député de Beauce, Maxime Bernier, qui s'oppose à la gestion de l'offre dans le secteur de l'agriculture. M. Blaney dit «défendre avec vigueur» la gestion de l'offre, un système qu'il décrit comme un «pilier des économies régionales».

M. Blaney compte également axer sa campagne sur la sécurité, un thème qu'il connaît bien puisqu'il a dirigé le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile de 2013 à 2015.

C'est d'ailleurs lui qui avait piloté l'important projet de loi antiterroriste du gouvernement Harper qui a été adopté en 2015 dans la foulée des attentats à Saint-Jean-sur-Richelieu et à Ottawa.



ADRIAN WYLD LA PRESSE CANADIENNE

Michael Chong, à Ottawa, en février dernier

ACTUALITÉS

Un Canada de 100 millions d'habitants d'ici 2100 ?

Un comité fédéral recommande d'augmenter le seuil annuel d'immigration à 450 000 personnes

ANDY BLATCHFORD

à Ottawa

Imaginez le Canada avec une population de 100 millions d'habitants — ce qui représente trois fois sa taille actuelle. Ce n'est pas une prédiction fantaisiste, c'est l'objectif réel de deux conseillers économiques importants du gouvernement de Justin Trudeau.

Un comité de 14 personnes a été formé par le ministre des Finances, Bill Morneau, pour lui fournir des conseils « *audacieux* » afin d'orienter l'économie vacillante du Canada et de donner un élan à la croissance économique.

L'une des premières recommandations, publiée la semaine dernière, est d'augmenter graduellement le seuil d'immigration à 450 000 personnes par année d'ici 2021 — avec une concentration particulière sur les immigrants avec une expertise en affaires et les étudiants étrangers. Ce serait une hausse de 50 % par rapport au seuil actuel d'environ 300 000 immigrants.

Les membres du comité — comme plusieurs, dont le ministre du Développement économique, Navdeep Bains — estiment que cette ouverture aux nouveaux arrivants est un ingrédient essentiel pour stimuler la croissance à l'avenir.

C'est d'autant plus important, selon eux, que les baby-boomers quittent graduellement le marché du travail.

L'idée d'accueillir plus d'immigrants au pays est particulièrement importante pour au moins deux membres du comité.

Obstacle démographique

Dominic Barton, le puissant dirigeant de la firme de consultants McKinsey & Company, et



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les membres voient en l'immigration massive un salut pour l'économie du Canada.

Mark Wiseman, directeur principal de la société de gestion d'actifs BlackRock, sont parmi les fondateurs d'un groupe consacré à élargir la population de façon responsable pour aider l'économie du pays.

L'Initiative du siècle voudrait voir la population canadienne passer de 36 à 100 millions d'habitants d'ici 2100.

Au rythme actuel, si le gouvernement canadien ne changeait pas en profondeur sa politique en immigration, la population canadienne devrait atteindre 53 millions d'individus à la fin du siècle, est-il écrit sur le site du groupe.

Ainsi, le Canada serait classé dans les 45 pays les plus peuplés du monde.

M. Barton estime que cet obstacle démographique aura pour effet d'isoler le Canada avec le temps, d'autant que sa population est déjà assez modeste.

« *La pertinence [d'un pays] n'est pas seulement déterminée par la population, mais c'est un facteur, considérant toutes les forces que nous avons* », a-t-il expliqué en entrevue.

M. Barton croit que l'influence du Canada s'accroîtrait sur le plan international avec une population plus imposante.

Mais selon lui, le monde entier bénéficierait aussi d'un Canada plus grand, avec sa stabilité, sa démocratie et son économie.

« *C'est un gros chiffre, mais pour moi, c'est un objectif ambitieux. Cela changerait évidemment le pays de façon considérable... C'est un chemin différent. Mais je ne crois pas que ce soit fou* », a-t-il soutenu.

Les discussions qui ont mené à la création de l'Initiative du siècle se sont amorcées en 2011 pendant une fin de semaine entre amis à la résidence de M. Barton, au nord de Toronto.

Dans le canton du Lake of Bays, ses amis et lui ont commencé à lancer des idées pour protéger le pays contre cette tempête démographique prévisible.

Après plusieurs rencontres informelles, le groupe s'est agrandi et a commencé à financer de la recherche sur le sujet.

Dominic Barton estime qu'il existe des similitudes entre les idées de l'Initiative du siècle et celles du comité économique où il siège, mais il assure que ce sont deux entités séparées.

La Presse canadienne

Notaires et avocats de l'État en grève dès lundi

Sans convention collective depuis plus d'un an et demi, les quelque 1100 avocats et notaires de l'État québécois amorceront une grève générale illimitée dès lundi matin. Ces professionnels sont répartis dans l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement provincial. Le président de l'Association des notaires et avocats de l'État québécois (LANEQ), Jean Denis, affirme que la décision de débrayer n'a pas été prise « *de gaieté de cœur* ». Il ajoute que les membres sont toutefois déterminés, car le mandat de grève a été accordé à 84 %. Le débrayage pourrait notamment retarder la rédaction de règlements et d'avis juridiques, de même que ralentir les procédures devant les tribunaux.

La Presse canadienne

Premier bilan des infractions de tabagisme en terrasse

Selon les données du ministère de la Santé, 33 constats d'infraction ont été dressés à des fumeurs fatigués sur les terrasses des bars et des restaurants, et 136 au total, en comptant ceux infligés aux établissements. Les données, obtenues par La Presse canadienne, couvrent la période allant jusqu'au 15 septembre, donc environ trois mois et demi d'inspections. Quelque 1860 terrasses et aires de repos ont été visitées par les inspecteurs du ministère de la Santé, un peu partout dans la province. Davantage de restaurants ont été visités considérant leur plus grand nombre sur le territoire de la province. Le résultat: 13 constats d'infraction pour affichage de l'interdiction déficient ou absent, 90 constats d'infraction pour avoir toléré des fumeurs sur leurs lieux et 33 aux fumeurs directement.

La Presse canadienne

Flocons et inondations au Québec

Quelques régions du Québec ont reçu leurs premiers flocons de neige dans la nuit de samedi à dimanche. Des quantités minimes de neige sont tombées sur certains secteurs de la Montérégie, de l'Estrie et de la Beauce, notamment. Mais en raison des températures qui sont au-dessus du point de congélation, et de la pluie qui tombe encore, la neige ne restera pas au sol. La pluie qui s'abat depuis trois jours provoque par ailleurs la crue de quelques cours d'eau, en Beauce et dans la région de Québec, par exemple. Les rivières Famine, Chaudière, Beauvillage, Etchemin, du Sud, des Hurons, Jaune et Nelson ont débordé dans certains secteurs, causant des inondations mineures.

La Presse canadienne

AECG

L'UE et le Canada exhortent la Belgique à sortir de l'impasse

RAF CASERT

à Bruxelles

Si la Belgique ne peut pas convaincre le Parlement régional wallon de renoncer à son opposition à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada, les dirigeants européens envisagent d'annuler la cérémonie de signature du traité prévue cette semaine, indiquent des sources.

Deux officiels au courant des négociations ont affirmé que les dirigeants de l'UE envisageaient de discuter de la situation au téléphone avec le premier ministre canadien, Justin Trudeau. Ils lui parleraient par exemple de la possibilité d'annuler le sommet qui doit se dérouler jeudi si la Belgique ne peut pas promettre de trouver un accord avec le Parlement de la Région wallonne d'ici la date limite de ratification.



THIERRY CHEVALIER AGENCE FRANCE-PRESSE

Le ministre-président de la Région wallonne, Paul Magnette

L'entente doit être approuvée par les 28 pays membres de l'UE. En Belgique, le gouvernement doit obtenir l'appui unanime des trois régions. La

Région wallonne, dont la population est de 3,5 millions de personnes, a rejeté l'Accord économique et commercial global (AECG). Selon ses diri-

geants, l'entente minera les normes gouvernementales en matière de travail, d'environnement et de consommation tout en permettant aux sociétés multinationales d'écraser les entreprises locales.

Au cours de la dernière semaine, la Belgique n'a pu respecter ses échéances à deux reprises. Le Canada s'est même brièvement retiré de la table des négociations, vendredi, avant d'y revenir le lendemain.

Il ne reste que fort peu de temps avant de ratifier l'accord. Si l'UE ne peut garantir qu'elle est prête à signer l'entente, il n'y a aucune raison pour maintenir la cérémonie de signature, a fait valoir le représentant de l'UE.

Plusieurs tentatives ont été menées au cours du week-end pour convaincre le ministre-président de la Région wallonne, Paul Magnette, d'accepter l'accord.

M. Magnette a toutefois indiqué qu'il existait encore « *quelques difficultés* » entre Européens. Selon lui, une meilleure entente sera probablement un modèle pour les futurs accords négociés par l'UE.

La ministre canadienne du Commerce international, Chrystia Freeland, s'est retirée de la table des négociations, reprochant aux Européens leur incapacité à pouvoir ratifier l'entente, vendredi. Elle est revenue le lendemain pour mener quelques discussions.

Les dirigeants de l'UE ont prévenu les Wallons qu'un échec de la ratification de l'AECG pourrait ruiner la crédibilité de l'ensemble du bloc à titre de partenaire commercial. Il nuirait aussi aux futures négociations entre l'UE et les États-Unis, le Japon ou ses autres alliés.

Associated Press

ECM+ Ensemble contemporain de Montréal
Véronique Lacroix | Directrice artistique

GÉNÉRATION 2016

Une nouvelle génération de compositeurs

Sabrina Schroeder Taylor Brook Adam Scime Symon Henry



Véronique Lacroix, chef | ECM+, 10 musiciens
Gabriel Dharmoo, commentateur | Marie-Hélène Breault, flûte solo

Jeudi 27 octobre 2016 | 19h30

Salle de concert du Conservatoire

4750 Henri-Julien, Montréal | info: 514 524-0173 | www.ecm.qc.ca

Billets réguliers 26,50\$ | Aînés 15\$ | Étudiants et artisans du milieu musical 13,50\$

LE CONSERVATOIRE DE MONTRÉAL

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

COUNCIL OF THE ARTS AND LETTERS

PARTI QUÉBÉCOIS

St-Pierre Plamondon choisi par Lisée

L'ancien aspirant chef aura une mission de renouvellement de la formation politique

ÉMILIE BERGERON

Paul St-Pierre Plamondon est devenu conseiller spécial du chef du Parti québécois, Jean-François Lisée. Sa mission sera de mener des consultations auprès de la population dans le but de renouveler cette formation politique.

Ce rôle est le « *prolongement* » de la décision prise par Paul St-Pierre Plamondon de quitter le mouvement des orphelins politiques pour se joindre au Parti québécois, l'été dernier, a souligné Jean-François Lisée en annonçant la nomination de l'avocat de 39 ans, dimanche à Montréal.

L'ancien aspirant chef du Parti québécois est vite devenu « *une coqueluche* » pendant la course à la direction de la for-

mation politique, lui attirant 5000 nouveaux membres, a poursuivi M. Lisée. M. St-Pierre Plamondon a terminé au dernier rang lors du premier tour de scrutin, récoltant près de 7 % des suffrages.

« *On a fait le tour du Québec, on était souvent ensemble ou avec les autres candidats et des militants et des militantes me disaient, après l'avoir entendu une première fois: "M. Lisée, il faut absolument qu'il soit dans votre équipe!"* », a dit le chef du Parti québécois.

Paul St-Pierre Plamondon ciblera dans ses consultations plus précisément des gens d'affaires, des professionnels, des membres des communautés culturelles et des citoyens de

moins de 40 ans « *pour voir avec eux comment ils perçoivent le parti, comment le parti peut changer et peut mieux s'adapter à leur réalité* », a précisé M. Lisée.

L'avocat s'est réjoui de cette « *marque de confiance* », qu'il juge cohérente avec le « *message d'ouverture et de rassemblement* » prononcé par M. Lisée.

Quand on lui a demandé s'il était bien placé pour représenter les moins de 40 ans, M. St-Pierre Plamondon a reconnu qu'il n'était « *plus si jeune* », mais qu'il avait pu récolter l'appui de nombreux Québécois correspondant à cette tranche d'âge.



Paul St-Pierre Plamondon

La Presse canadienne

SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFD

Culture
du romantisme

FABIEN DEGLISE



Y en a marre de la culture du viol ! Comme expression d'abord, mais aussi pour la réalité qu'elle dénonce : ce cadre social et culturel vicié par des années d'indolence qui justifie, excuse, encourage des gestes avilissants, misogynes et odieux envers des femmes.

L'actualité de la semaine dernière a tristement redonné de la force à la violence du concept avec cette histoire d'intrusion dans des chambres d'une résidence universitaire, puis avec cette dénonciation sur la place publique mêlant sexe, agression et politique. Et l'on se dit, face à la redondance des symptômes qui commencent à devenir gênants, qu'il devient urgent de lui porter le coup de grâce. Sans doute en lui opposant une autre culture, celle du romantisme.

Essayons d'y croire, un instant. C'est peut-être dans certains livres et dans les destins sentimentaux qu'ils circonscrivent que se trouve un début de solution. Dans le récit amoureux d'un Gaspard Sauvage, dit *Le zèbre*, œuvre romantico-naïve d'Alexandre Jardin qui suit le quotidien d'un homme tentant, après 15 ans de mariage, de reconquérir le cœur de sa femme, Camille, en déployant des stratagèmes loufoques, mais surtout en lui témoignant cette chose que le présent ne semble plus très bien en mesure de comprendre : le respect de l'autre.

Dans les résidences universitaires, dans les écoles secondaires, dans le métro, dans les cercles familiaux, dans les couloirs de l'Assemblée

Là où la culture du viol dresse la recension des dégâts, la culture du romantisme, elle, s'avance sur le terrain des causes pour s'attaquer aux carences, aux manquements, au vide, à l'environnement social

Le temps est sans doute venu de faire réapparaître le Tomas de Milan Kundera qui, dans *L'insoutenable légèreté de l'être*, affronte la complexité de ses sentiments dans le libertinage, oui, mais toujours avec le consentement des cœurs qu'il blesse, ou le Colin de *L'écume des jours* de Boris Vian, obsédé à ce point par Chloé qu'il va non pas chercher à forcer son corps, mais multiplier les gestes fantasques pour entrer dans son cœur.

Tiens, on pourrait même ramener au bon souvenir de la jeunesse connectée la passion entre Ovilia Pronovost et Emilie Bordeleau, l'obsession pour la conquête amoureuse d'un Don Juan de Molière ou l'amour impossible qu'une Tita va mal-

gré tout réussir à exprimer à un Pedro par des plats qu'elle confectionne dans *Chocolat amer*, œuvre importante du réalisme magique signée Laura Esquivel.

Là où la culture du viol dresse la recension des dégâts, la culture du romantisme, elle, s'avance sur le terrain des causes pour s'attaquer aux carences, aux manquements, au vide, à l'environnement social et, n'ayons pas peur de le dire, numérique qui permettent de la honte de s'épanouir, dans toutes les strates de la société, y compris celle où se joue l'intime.

Que l'on s'entende bien : la romance peut effectivement passer par Tinder, cette application qui permet de «magasiner» l'amour d'une vie ou l'aventure d'un soir, d'un simple glissement de doigt sur un écran tactile, mais elle le fait au prix d'une réduction. Dans ce cadre, le sentiment alimente un marché, l'âme sœur est devenue une marchandise, dont l'accès est aussi facile que la commande d'une course en taxi sur Téo ou Uber. Et ces réalités numériques finissent par contaminer toutes les autres.

C'est le désir de l'autre, c'est l'envie de l'autre, qui finissent par être passablement troublés lorsque cet autre est réduit à l'état de morceau de viande que l'on violente, dont on abuse dans une quête de performance, plus que de plaisirs mutuels, dans des capsules sur YouPorn qui, sans éducation au respect, sans décodage, finissent par laisser leur contenu s'imposer chez plusieurs comme des normes.

Trop lire *Fanfan*, autre livre d'Alexandre Jardin, *Les cerfs-volants* de Romain Gary ou *La memoria* de Louise Dupré, c'est mettre plus de chance du côté d'une société où la jeunesse va préférer glisser des mots doux sous une porte de chambre de résidence universitaire plutôt que la forcer pour s'approprier un corps, comme on s'approprie l'assiette de steak après l'avoir vue en photo sur un mur dans une brasserie spécialisée dans les événements sportifs. C'est laisser d'autres formes de fictions imprégner autrement le réel.

Bien sûr, l'humanité a déjà porté des agresseurs qui ont lu *Tristan et Iseult*, qui ont été séduits par l'illégalité de la romance entre Hervé Joncour et une jeune Japonaise dans le *Soie* de Barricco. Les livres et leurs idées ne sont pas toujours un remède à l'abject et à la bêtise dans une société, mais elles restent malgré tout un bon moyen de les tenir éloignés.

chroniquefd@ledevoir.com
Sur Twitter : @FabienDeglise



La perception du mal a bien évolué dans le temps, et c'est tant mieux. Alors que la douleur était autrefois perçue comme un mal nécessaire, la résilience à la douleur a été longtemps vue comme une preuve de courage, de maîtrise de soi, même par les médecins, rappelle l'historienne Joanna Bourke. Ci-dessus : l'œuvre *La naissance de Benjamin et la mort de Rachel* (XVII^e siècle) de Francesco Furini.

L'étonnante histoire de la douleur, d'hier à aujourd'hui

Du grand mal aux petits maux, le monde moderne n'a pas fait la paix avec ce sentiment universel, longtemps perçu comme nécessaire

Autrefois considérée comme une épreuve nécessaire, la douleur est aujourd'hui peu tolérée, mais souvent dissimulée. On peine toujours à verbaliser ce sentiment universel. Incursion dans l'histoire d'un sujet qui fait mal.

ISABELLE PARÉ

En mal de maux ou de mots ? La médecine peut soulager presque toutes les souffrances, aidée par une batterie d'analgésiques sans fin, mais le monde moderne cultive toujours un rapport ambivalent avec la douleur. Celle-ci demeure taboue, même si la vieillesse nous y pousse. Inخورablement. Au point que même la langue s'est peu à peu départie des mots pour la décrire.

« Ce qui est frappant, dans les recherches menées sur le rapport à la douleur, c'est combien on manque aujourd'hui de mots pour la nommer, combien on cherche à l'isoler. Autrefois, la douleur était un mode d'expression courant, les gens souffrants étaient écoutés et entourés », explique Joanna Bourke, historienne et auteure de *The Story of Pain: From Prayer to Painkillers*.

Ouille !

Diable dans l'estomac, coups de poignard au cœur, flèche dans le crâne : la panoplie des expressions inventées pour contourner le peu de mots existants pour dire la douleur contraste avec la déferlante du vocabulaire existant pour traduire l'amour ou la joie et avec l'abondance des opéras et des œuvres d'art célébrant les bons sentiments, souligne M^{me} Bourke.

Cette absence de mots est le symptôme de notre rapport tordu avec la douleur, lance la professeure d'histoire à l'Université de Londres, qui était de passage à Montréal la semaine dernière dans le cadre du Congrès international sur les soins palliatifs.

La perception du mal a bien évolué dans le temps, et c'est tant mieux. Alors que la douleur était autrefois perçue comme un mal nécessaire, la résilience à la douleur a été longtemps vue comme une preuve de courage, de maîtrise de soi, même par les médecins, rappelle M^{me} Bourke. On arrachait des dents, on extirpait des tumeurs de la poitrine, on tranchait les os à coups de scie, souvent avec la conviction que cela forgeait, aussi, le caractère, lit-on dans *The Story of Pain*.

L'agonie — antichambre du paradis — est même érigée comme un devoir chrétien. En plus du fabuleux pouvoir de punition et d'expiation que lui confère l'Église, même les autorités médicales défendent le bon côté du mal. Des traités de médecine du XIX^e siècle regorgent de cette conception voulant que la douleur ait des vertus curatives. Le « livre de poche médical des mères », publié en Angleterre en 1827, précise que « les pleurs sont essentiels au développement de l'enfant » et ne « sont rien d'autre qu'un effort pour exercer les poumons et renforcer les organes de la respiration » !

Vilains gaz

Même si les premiers gaz anesthésiants, notamment le protoxyde d'azote — aussi appelé

« Inconsciemment, on s'attend à ce que l'on soit de bons patients. Les femmes ont eu peur d'être prises pour des hystériques et les hommes pour des petites natures. Notre société voit la douleur comme un ennemi, quelque chose qu'on exprime avec malaise. »

Joanna Bourke, historienne et auteure de *The Story of Pain: From Prayer to Pain Killers*

gaz hilarant —, sont découverts au tournant des années 1800, ils restent *persona non grata* dans les cabinets de médecins, toujours englués par la morale religieuse, relève l'historienne. Jusqu'en 1850, les patients sont encore amputés à froid. On ne fait pas grand cas de la douleur chez les enfants et les femmes, conçus « pour accoucher et naître dans la douleur et les cris ».

Privilège royal oblige, seule la reine Victoria, accouchant de son huitième enfant en 1853, pourra obtenir des éthers pour supporter la douleur. Bien qu'on connaisse à l'époque les vertus du chloroforme, de l'opium et de la morphine, découverte au milieu du XIX^e siècle, on juge que ces substances narcotiques sont susceptibles de « pervertir l'âme du patient », notamment celle des femmes pures. Les hommes pourront se rabattre sur le vin et l'alcool pour tromper les souffrances indicibles.

La douleur restera longtemps connotée, surtout quand elle a un sexe et un rang social, affirme Joanna Bourke. Dans un hôpital londonien, au détour du XX^e siècle, on salue le flegme des patients britanniques, endurant noblement leur agonie, qui détonne avec le hurlement « hystérique » des gens de « nationalité douteuse », des femmes de mauvaise famille ou des classes moins éduquées.

Une souffrance subjective

Au fil des décennies, la médecine a peu à peu accaparé le langage de la douleur en des termes édulcorés, aseptisés et hermétiques, qui ont expulsé toute référence aux émotions ressenties par les patients. De termes à 80 % anglais aux XVIII^e et XIX^e siècles, les termes de la médecine se sont convertis à 80 % au latin au passage du XX^e siècle. « Cela a éliminé les notions qui renvoyaient aux sentiments vécus par le patient, en faveur d'un langage neutre centré sur les symptômes et la maladie », soutient l'historienne. Une chose en attirant une autre, les malades se sont rangés peu à peu derrière ce langage médicalisé, ce qui a creusé, à partir du XX^e siècle, le fossé entre le corps et l'esprit.

A défaut de mots, la médecine moderne soupèse aujourd'hui la douleur du patient à l'aide d'une échelle de 1 à 10. Mesure totalement subjective, rétorque l'historienne, puisque « mon niveau de douleur à 4 peut être le 8 de quelqu'un d'autre. Qui peut mesurer la souffrance d'un cancer quand on ne l'a jamais vécu ? ». Comment mesurer la part du contexte social, de l'apitoie-

ment, de l'héroïsme ou même de la malhonnêteté avec cet outil minimaliste ?

La douleur évacuée

Seulement 1 % des livres de formation en médecine sont consacrés au traitement. Selon une étude réalisée au Royaume-Uni, les patients confrontés à une douleur extrême ne passent en moyenne que huit minutes dans le cabinet du médecin. A peine 60 secondes de plus que la consultation standard. Sans montrer du doigt les médecins, Joanna Bourke estime que c'est la pression du système, plus que les seuls médecins, qui évacue toute prise en charge sérieuse de la douleur.

Paradoxe ultime, même si l'industrie des analgésiques est devenue un marché florissant, la douleur demeure encore aujourd'hui soustraite, surtout chez les femmes, les enfants et les personnes âgées. Des études démontrent que la moitié des patients atteints d'un cancer endureraient des souffrances inutiles.

« Inconsciemment, on s'attend à ce que l'on soit de bons patients. Les femmes ont eu peur d'être prises pour des hystériques et les hommes pour des petites natures. Notre société voit la douleur comme un ennemi, quelque chose qu'on exprime avec malaise », assure l'experte de l'Université de Londres.

Faut-il voir dans l'aide à mourir un nouveau chapitre de cette éternelle négation de la douleur ?

« Non, je ne crois pas. Je pense que c'est plutôt la recherche du bonheur à tout prix, combiné au fait que les gens vivent de plus en plus longtemps, qui fait émerger la demande pour l'aide à mourir. Les gens n'attribuent plus de sens ni de valeur à une vie sans bonheur, ce qui n'était pas le cas il y a seulement quelques décennies », croit M^{me} Bourke.

« Je ne suis pas contre l'aide médicale à mourir, je suis même plutôt pour elle », affirme l'auteure. Les gens ont de plus en plus peur de souffrir et ne veulent surtout pas que leurs souffrances rejaillissent sur les autres. Comme société, il est temps que nous parlions de la douleur et de la mort. C'est pourquoi la discussion sur l'aide à mourir est fondamentale, malgré les divergences, car cela nous ramène à notre humanité. »

Le Devoir

THE STORY OF PAIN: FROM PRAYER TO PAINKILLERS
Joanna Bourke
Oxford University Press, 2014

ÉDITORIAL

LOTÉRIES VIDÉO, RACJ ET CRIME ORGANISÉ

L'État complice

En 1994, c'est Claude Ryan qui eut pour tâche, non sans réticence, comme ministre de la Sécurité publique, de prendre le contrôle des fameux appareils de loterie vidéo (ALV). Vingt-deux ans plus tard, à la lumière des révélations de *La Presse*, il est urgent de revoir l'ensemble de la relation État-«ALV», mais aussi de réfléchir au financement de l'État par le «vice».

Claude Ryan n'aimait pas les appareils de loterie vidéo (ALV). «*Si je suivais ma tendance personnelle [...], je souhaiterais que ça disparaisse de partout*» soutenait, en mai 1993, l'ancien directeur du *Devoir* alors ministre de la Sécurité publique. Mais puisque «*ce n'est pas nécessairement un vice*» et étant donné que les revenus générés par les ALV sont énormes et échappaient à l'époque aux coffres de l'État, il se résolut à les réglementer. Ces appareils participaient d'un «*système où l'on rit de l'ordre organisé*», disait Ryan. L'État devait intervenir aussi d'urgence pour empêcher les mineurs, d'aller, «*le midi et à la sortie de l'école, [...] gaspiller tout l'argent qu'ils ont gagné par leur travail ou que leur confient leurs parents*».

Autre argument : il fallait tenir le crime organisé à distance. En commission parlementaire, la Sûreté du Québec était venue exposer que, «*dès 1981*», le crime organisé avait commencé à s'intéresser à l'industrie des loteries vidéo et, depuis, l'avait investie. Fallait-il les interdire? Inutile. Comme la prohibition de l'alcool n'avait rien donné, sauf ce qu'on appelait, dans le temps, le «bootlegging», notait Ryan, il valait mieux pour l'État permettre, réglementer et même assumer la responsabilité en matière de loterie vidéo. Sinon, c'est la mafia qui ramasse les profits. Claude Ryan était formel : «*Vous n'entendez pas parler d'activités croches, d'activités douteuses ou ombreuses dans le secteur des permis d'alcool. C'est parce que nous avons une régie qui se tient debout. [...] Ce que nous avons fait dans le secteur du commerce des alcools, nous allons le faire dans le secteur des vidéoloteries.*»

Le projet de loi 84 déposé et défendu par Ryan unifiait donc en un seul organisme, pour les «renforcer», la Régie des permis d'alcool du Québec, la Régie des loteries du Québec, la Commission des courses de chevaux. La Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) était née. On en profita au passage pour étatiser la gestion de ce qu'on appelait à l'époque les «vidéopokers», qui seraient réservés aux établissements avec permis d'alcool. Les ALV seraient soumis au contrôle de Loto-Québec.

Vingt-deux ans plus tard, une enquête de *La Presse* révèle non seulement que le crime organisé est redevenu omniprésent dans l'industrie des loteries vidéo, mais, pis encore, que l'État lui-même se trouve à solliciter directement des propriétaires avec des antécédents criminels! C'est l'État qui verse des commissions plantureuses à des établissements appartenant à la mafia. C'est la Régie qui se trouve à octroyer des permis d'alcool à certaines personnes, de manière plus que complaisante, en faisant totalement fi de l'avis défavorable des policiers sur celles-ci.

Questionné en chambre, le ministre de la Sécurité publique, Martin Coiteux, a promis de réexaminer l'ensemble de la réglementation par rapport à la RACJ. Il a confié avoir téléphoné à la présidente de la RACJ afin que toutes les décisions de l'organisme épinglées par *La Presse* soient passées au «peigne fin».

Or, il faudra plus qu'un «peigne fin» pour redorer les blasons de la RACJ et de Loto-Québec. Les faits mis au jour cette semaine ne sont pas anodins : l'expression «*apparence de corruption*» ne semble pas trop forte. L'idée du gouvernement Bourassa et de M. Ryan était de permettre «*d'orienter vers les coffres de l'État, vers le Trésor public, des sommes qui échappent actuellement à sa prise*». Elle semble avoir eu un effet pervers : l'État a développé une accoutumance à ces sources de revenus. Il en veut toujours plus, au mépris de certaines de ses missions fondamentales, dont la santé, mais aussi — pour reprendre l'expression de Ryan — «*l'ordre organisé*». Risible serpent qui se mord la queue. Au moment où l'État se prend à rêver d'une nouvelle source de revenus provenant d'un autre «*vice*», la marijuana, une réflexion s'impose. Jusqu'où l'État peut-il se financer ainsi sans devenir «*drogué*» lui-même?

Dans le cas des loteries vidéo, il faudra plus que le peigne fin de Martin Coiteux et l'indignation de Carlos Leitão. Pourquoi ne pas commencer, comme le réclamait le péquiste Stéphane Bergeron, par «*dépêcher la vérificatrice générale à Loto-Québec afin d'enquêter sur la gestion des appareils de loterie vidéo*»? La Régie devrait aussi faire l'objet d'une enquête sérieuse.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES

Rédactrice en chef LUCE JULIEN

Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN

Vice-présidente des ventes publicitaires LISE MILLETTE

Directeur des finances STÉPHANE ROGER

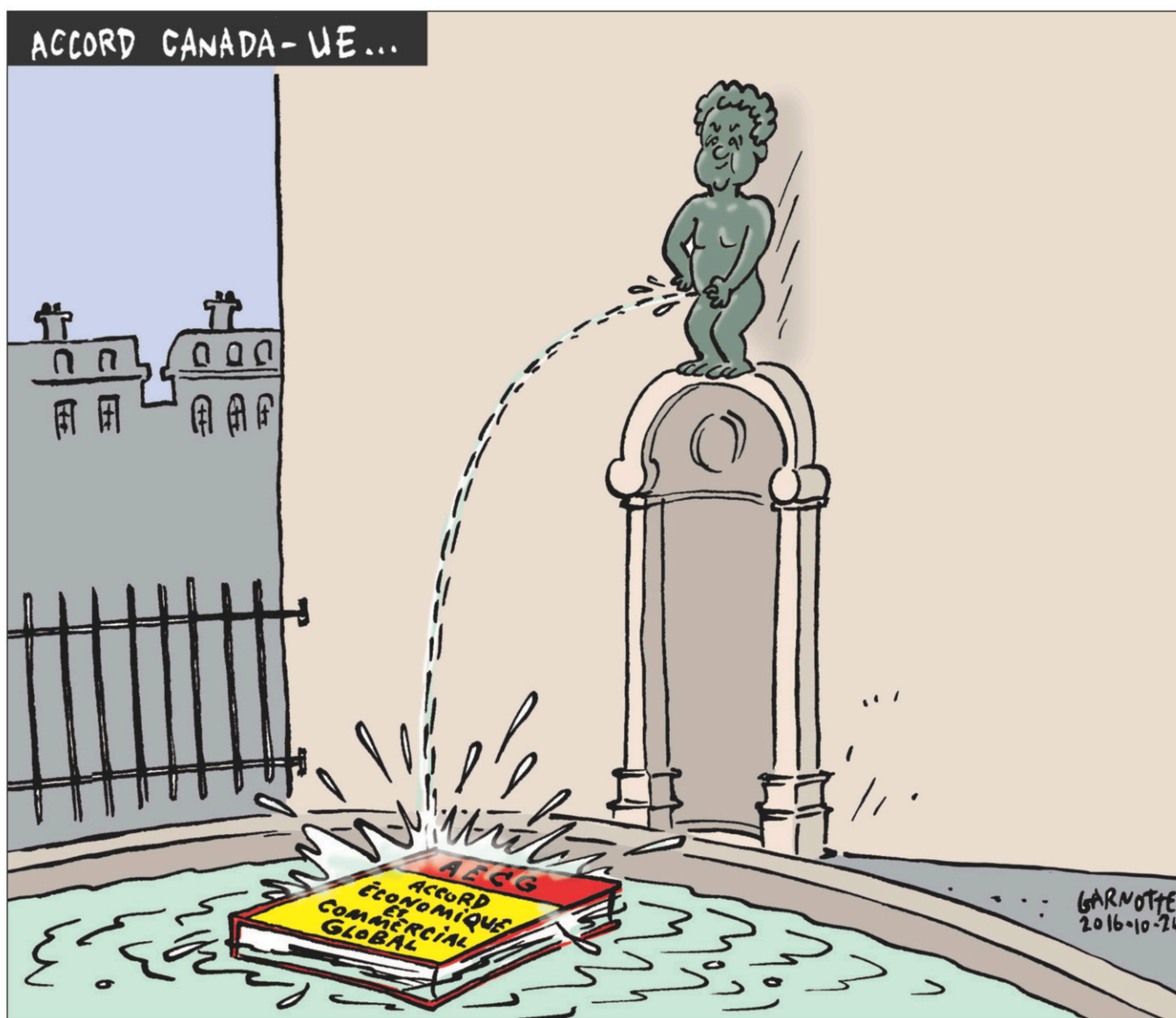
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS

Adjointes PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

La clé de la réussite de l'école privée

Tout d'abord, précisons que les écoles privées, qui sont des organismes à but non lucratif, ne sont pas subventionnées à hauteur de 65%, mais plutôt de 40%, comme le souligne le ministère dans le document *Indicateurs de gestion — Établissements d'enseignement privés*. Par ailleurs, comme le soulignait récemment une étude de l'Institut Fraser, seules une minorité d'écoles privées effectuent une sélection des élèves en fonction des résultats scolaires. La majorité d'entre elles ont adopté une approche d'ouverture à des élèves aux profils variés, où chacun trouve sa place et un environnement qui lui permet de développer son plein potentiel.

Si l'école privée affiche des taux de réussite aussi élevés, ce n'est pas parce qu'elle sélectionne les meilleurs élèves. C'est parce qu'elle sélectionne son personnel et le mobilise autour d'un projet éducatif étoffé et inspirant. C'est parce qu'elle valorise l'autonomie et le développement professionnel de ses enseignants. Au-delà de la diplomation, elle offre aux jeunes qui la fréquentent un encadrement serré, du plaisir dans l'effort et différentes possibilités de s'épanouir en classe et à l'extérieur de la classe.

Le modèle de l'école uniforme où on fait entrer tous les enfants dans le même moule et où on les fait tous avancer au même rythme appartient à une autre

époque. Il n'a pas produit les résultats escomptés et ne correspond certainement pas aux attentes des jeunes du XXI^e siècle.

Plutôt que de rêver à une classe ordinaire et uniforme où tous les élèves font la même chose en même temps, valorisons les initiatives en éducation qui permettent à des élèves aux profils variés de s'engager activement dans leur éducation, de réussir et de devenir des adultes bien équipés pour être heureux et contribuer à améliorer notre société.

Jean-Marc St-Jacques
Président de la Fédération des établissements d'enseignement privés
Le 19 octobre 2016

L'entrevue

Lutte contre la violence ou présomption d'innocence, l'enjeu est plus vaste. La prise de parole d'Alice Paquet, dont la touchante entrevue avec Anne-Marie Dusault, nous expose un spectre de teintes entre ombre et lumière. Entre les gestes qui se taisent et les silences qui disent tout, où et quand fixer ce point de basculement qui brise ou confirme le nécessaire consentement sexuel? Cette question ne peut être auscultée par la seule écoute juridique, mais aussi par celle de la psychologie et de l'éthique. Il y a ces autres questions à entendre, dont le temps et la capacité de porter plainte. Par son exemplarité, l'examen clé ouvert par M^{me} Paquet

aidera à mieux définir les conditions du consentement. Malgré les mises en garde des juristes, on ne peut que soutenir la parole publique de la courageuse plaignante, un peu comme son accompagnatrice pendant l'entrevue. Celle-ci n'a rien dit. Sa seule présence disait tout : je suis là.

Pascal Barrette
Ottawa, le 22 octobre 2016

Le « Québec un pays » ou le « Québec dans le Canada » à revoir

Le PQ et la CAQ devraient abandonner la promotion, dans leurs programmes, de leurs options constitutionnelles respectives, pour laisser ça entre les mains d'autres organismes, comme l'Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et les indépendances nationales, l'IRAI, et des instituts qui travaillent pour la promotion du fédéralisme canadien, au Québec. Ces deux partis pourraient seulement promettre un référendum si le «*Québec un pays*» devient majoritaire dans de futurs sondages des Québécois, sur une période minimum, disons d'un an. Le PLQ n'a pas besoin d'en tenir un, vu qu'il aime le Québec dans le Canada, tel qu'il est là, sans changements.

Gilles Bousquet
Saint-Hyacinthe, le 22 octobre 2016

L I B R E O P I N I O N

Émouvante, résiliente, inspirante Gaspésie

BERNARD VACHON

Professeur retraité du département de géographie de l'UQAM
Spécialiste en développement local et régional

J'arrive de la Gaspésie. Un périple en escarogot, lentement, multipliant les arrêts, déambulant dans les villages, observant, questionnant, explorant l'assise et l'âme de ce pays.

La Gaspésie émeut et invite à un regard prospectif. Elle émeut par la solidité sauvage de son socle appalachien, ses paysages majestueux, ses villages paisibles au fond des baies, le mariage tumultueux de la mer et de la montagne, l'horizon bleu qui n'en finit pas de se déployer, son rocher qui défie les millénaires, le contraste marqué entre la rive océane brute et escarpée au nord et celle de la baie des Chaleurs, douce et joyeuse, au sud.

Elle invite à la prospective par la frugalité et la simplicité du mode de vie dont les gens d'ici semblent se satisfaire, la faible densité de l'habitat qui laisse toute la place aux éléments naturels, la diversité des initiatives qui foisonnent dans les petites villes et les villages sous l'impulsion d'une population résiliente et des idées innovantes des nouveaux résidents venus le plus souvent des grands centres. Et s'il y avait là les germes d'un prototype de société durable pour assurer la pérennité de notre planète.

Vous me direz que ce portrait idyllique masque une autre réalité faite d'îlots de frugalité subie et d'un «retard de développement» de la région par rapport au reste du Québec que soulignent des indicateurs tels que l'évolution démographique, le vieillissement de la population, le niveau de revenu des ménages, les taux de chômage et d'assistance sociale, le degré de scolarisation, etc. Certes, mais plusieurs de ces indicateurs se sont appréciés au cours des quinze dernières années, traduisant une amélioration des conditions de la vie quotidienne. Et des jeunes s'installent.

Tout aussi fondamental que les critères économiques il y a le degré de satisfaction personnelle qui, sans nier les indicateurs de croissance, prend en compte des variables qualitatives qui renvoient aux valeurs individuelles et collectives partagées par les membres d'une société. Il s'agit du vivre ensemble, de l'appartenance à un lieu et à une communauté, de la promotion de la culture, de la qualité de l'air et de l'eau, de la sécurité, de l'accès libre au milieu naturel, de l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale, de la sauvegarde de l'environnement, etc.

Gaspésie, région d'avenir

Les écosystèmes biophysiques et sociaux retiennent une attention inédite depuis une

trentaine d'années alors que des menaces pèsent sur l'équilibre et la «durabilité» des milieux naturels, et que nos modes de vie évoluent vers toujours plus de stress, d'atteintes à la santé et d'insécurité. Des virages importants sont requis pour assurer l'avenir de la planète et de l'humanité.

Dans ce contexte, des prises de conscience individuelles et collectives surviennent, modifiant les systèmes de valeurs établis et entraînant des changements dans les attitudes et les comportements des personnes, les modes de production et les organisations économiques et sociales. Ce processus évolutif est appelé à s'amplifier avec l'aggravation des problématiques de croissance.

Parallèlement, la structure économique de plus en plus immatérielle du fait de l'apport des technologies de l'information et des communications, et de la révolution numérique qui pénètre dans tous les secteurs de la production et des services, permet une déconcentration (dés-pécialisation) d'un nombre croissant d'entreprises et de lieux de travail.

La conjugaison des révolutions technologique et numérique avec la dématérialisation accrue de la structure économique et la montée des valeurs environnementales et sociales contribue à accroître l'attractivité des régions, de leurs villes et territoires ruraux. Si l'on ne peut encore parler d'un renversement de ten-

dance dans la courbe de l'exode pour plusieurs régions, les conditions sont de plus en plus réunies pour engager le ralentissement et à terme le renversement.

On fait le choix d'une région pour le cadre de vie, pour une meilleure qualité de vie. On y plante son entreprise, on y travaille localement ou à distance, on y fixe sa résidence, on y élève sa famille, on y écoute sa retraite. Pour ces raisons, la Gaspésie est une région d'avenir et doublement, car le développement durable trouve ici un territoire, des organisations sociales, des solidarités, des sensibilités à l'environnement et à la culture, une empreinte écologique faible, des ouvertures à l'innovation..., autant de préalables à ce virage incontournable. Sur le terrain, les initiatives se multiplient : agriculture biologique et transformation agroalimentaire, microbrasseries, vergers et vignobles, galeries d'art, restauration et hébergement, coopératives forestières et des pêches, etc.

Les pouvoirs publics doivent prendre conscience des atouts et du potentiel d'avenir de la Gaspésie. Des projets industriels comme celui de la cimenterie McInnis de Port-Daniel-Gascons devront se soumettre à un code environnemental des plus rigoureux pour ne pas compromettre l'identité de la région et sa vocation en gestation de figure de proue du développement durable.

IDÉES



Alice Paquet (à droite), en compagnie de Maitée Labrecque-Saganash, a pris la parole pour dénoncer les agressions sexuelles dont elle a été victime.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

« Elle a pas l'air d'une fille qui s'est fait violer »

ALICE PAQUET

Ma vie publique a débuté avec fracas. Lors de la « vigile en soutien aux survivantes » d'agressions sexuelles à l'Université Laval, j'ai voulu apporter mon soutien au mouvement #nonvouscroit par mon propre témoignage, dont la portée et le traitement dans l'espace médiatique m'ont rapidement échappé. J'ai en effet perdu le contrôle sur l'histoire, les faits et leur interprétation : alors que j'avais été présentée d'abord comme une fille confuse, puis comme une ex-prostituée, tout était mis en œuvre pour éroder la force et la crédibilité de ma

parole. Ce qui me choque, c'est qu'on ait fouillé dans ma vie privée pour y repérer des détails qui n'ont servi qu'à détourner l'attention publique de l'agression dont j'ai été victime et à camoufler l'enjeu principal — en l'occurrence la banalisation et la minimisation systématiques des violences sexuelles à l'endroit des femmes.

Un article du *Journal de Québec* indique effectivement que des « révélations troublantes » à mon propos sont parues à la suite des recherches d'un blogueur. On y apprend notamment que j'ai déjà été escortée, comme si une telle information avait une incidence sur le bris de consentement dont j'ai été victime, à l'instar de tant de femmes. Cette intrusion dans ma vie privée ne m'apparaît pas seulement comme du voyeurisme déplacé, mais constitue bien le prolongement d'une longue tradition de dénigrement

des femmes qui osent parler de sujets tels que le viol ou le harcèlement, en public comme en privé.

Beaucoup de questions m'ont été posées : pourquoi être remontée à sa chambre ? Pourquoi n'ai-je pas dénoncé immédiatement après les événements ? On m'a interrogée sur ce que je portais, le nombre de verres que j'ai bus ce soir-là. Et celui d'après.

Beaucoup de réponses me viennent à l'esprit : parce qu'on m'a fait comprendre qu'une femme qui se fait agresser l'aurait mérité. Parce que j'ai figé, que j'ai eu peur, que j'ai cédé. Cette peur et cette violence sont vécues quotidiennement par d'innombrables femmes, et ce n'est que par une réponse collective que nous saurons vaincre.

La culture du viol ne peut être combattue par

une seule personne, elle doit être contrée par un mouvement fort, porté par plusieurs voix. J'exige donc qu'on ne réduise pas ce mouvement à une seule femme, et que cette femme ne soit pas réduite à ses attraits physiques, ses choix de vie ou sa santé mentale. J'ai l'impression que le centre du monde est concentré sur l'exclusivité de mon corps.

C'est une réalité qui touchera toujours trop de femmes, aussi longtemps qu'une seule d'entre elles sera affectée par celle-ci. Je suis devenue — un peu malgré moi — la porte-parole de la riposte féministe en cours, mais je reste spectatrice d'une pente raide qui me terrifie et qui ne semble même plus m'appartenir : ma vie privée.

Nous sommes fortes, nous sommes indestructibles, et c'est ensemble que nous avancerons.

Courez avec votre corps, pas contre.

S'attaquer aux « zones de vulnérabilité »

Pour une nouvelle politique d'éducation centrée sur l'inclusion et les compétences de tous

MARYSE POTVIN, GEORGES LEROUX ET VALÉRIE VINUESA

Université du Québec à Montréal

MARIE MC ANDREW ET JULIE LAROCHELLE-AUDET

Université de Montréal

CORINA BORRI-ANADON ET SIVANE HIRSCH

Université du Québec à Trois-Rivières

Le 16 septembre dernier, le ministre de l'Éducation a annoncé une consultation publique en vue d'élaborer une Politique de la réussite éducative, de la petite enfance à l'âge adulte. Parmi les thèmes de réflexion, qui font partie des grandes priorités du XXI^e siècle, la prise en compte de la diversité, l'adoption de pratiques d'équité et le développement des compétences interculturelles et civiques du personnel scolaire et des élèves sont particulièrement centraux.

En effet, et malgré l'expertise développée dans les milieux, les intervenants des systèmes éducatifs doivent prendre en compte des réalités de plus en plus complexes, devant lesquelles ils se sentent parfois démunis : discriminations multiples et racisme, accommodements raisonnables, arrivée de réfugiés, radicalisation, et autres. Face à ces enjeux, l'adaptation des institutions pour favoriser le vivre-ensemble et garantir des conditions d'équité pour chacun représente un défi permanent.

Des carences

Le Québec a fait des avancées majeures depuis les années 1960 pour adapter son système éducatif à la diversité, notamment pour accueillir, depuis la loi 101, les jeunes issus de l'immigration dans le secteur français, qu'ils fréquentent aujourd'hui à plus de 90%. En témoignent un dispositif impressionnant, ainsi que les résultats globalement favorables de ces élèves en matière de persévérance scolaire au secondaire et de cheminement vers les études collégiales et universitaires. À cet égard, les élèves de 2^e génération (nés au Canada de parents immigrants) ont un profil plus positif que l'ensemble des élèves québécois, et ceux nés à l'étranger font preuve d'une résilience supérieure à celle de leurs pairs natifs de milieu socio-économique équivalent.

La recherche québécoise révèle cependant des « zones de vulnérabilité », qui touchent autant la prise en compte des besoins et réalités de certains de ces élèves que le vivre-ensemble dans les écoles. Elles prennent parfois la forme de représentations, de processus ou de pratiques qui ont des effets involontairement préjudiciables sur les parcours scolaires, tels qu'une offre de services inappropriée au regard des besoins, une « culturalisation » des difficultés scolaires, une faible adaptation des liens école-famille-communauté à la réalité pluriethnique, ou encore une inadéquation des processus d'évaluation et de classement des élèves.

Ainsi, plusieurs jeunes arrivés en cours de scolarité secondaire au Québec, souvent allophones ou en situation de grand retard scolaire, sont dirigés dès 16 ans au secteur de la Formation générale des adultes (FGA), où les services sont moins nombreux ou adaptés à leurs besoins. Par ailleurs, de nombreux jeunes des minorités visibles connaissent une construction identitaire difficile, marquée par des sentiments de racisme et d'injustice, et un parcours scolaire moins favorable, affecté par leur « surétiquetage » comme élèves en difficulté et des mesures disciplinaires plus sévères.

Par ailleurs, la formation initiale du personnel scolaire sur la diversité se résume souvent à un seul cours dans les programmes de quelques universités, et les étudiants ne sont pas évalués sur leurs compétences interculturelles dans les stages. De plus, le corps enseignant est encore peu diversifié, et le personnel issu de l'immigration récente rencontre des obstacles en emploi. Enfin, les études constatent des difficultés, des malaises ou des résistances chez les enseignants pour aborder des sujets sensibles, notamment les questions religieuses, les rapports entre majoritaires et minoritaires et les droits et libertés, même chez les enseignants d'éthique et culture religieuse ou d'histoire et éducation à la citoyenneté.

Rendre obligatoire la formation sur la diversité

Une politique nationale d'éducation sur la réussite doit donc orienter les acteurs scolaires vers l'élimination de ces « zones de vulnérabilité » au sein des institutions et, à cet égard, leurs compétences sont centrales.

Pour ce faire, et dans la foulée des développements internationaux et nationaux en matière de politiques d'éducation inclusive, elle



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Malgré des avancées majeures du Québec pour adapter son système éducatif à la diversité, notamment pour accueillir les jeunes issus de l'immigration dans le secteur français, la recherche québécoise révèle cependant des « zones de vulnérabilité », qui prennent parfois la forme de processus ou de pratiques qui ont des effets involontairement préjudiciables sur les parcours scolaires.

devoir viser simultanément à lutter contre les discriminations, l'intimidation, la violence et le décrochage, à offrir une éducation de qualité qui développe le plein potentiel de tous dans le respect de l'équité et des droits et libertés, et à préparer les élèves à devenir des citoyens responsables et engagés envers la justice, la résolution des conflits et la protection de l'environnement.

Cette nouvelle politique devrait se poser clairement comme inclusive, systémique et holistique, afin d'agir comme cadre de référence global, proposant aux écoles une démarche d'implantation et des outils pour mettre au jour les mécanismes préjudiciables et améliorer les pratiques de tous types.

Puisque l'équité consiste à soutenir les apprenants tout au long de leur parcours, la politique devrait donc cibler tous les ordres d'enseignement (du préscolaire à l'université) et offrir une continuité de services adaptés aux besoins, en facilitant les transitions entre sec-

teurs. Enfin, une politique inclusive doit favoriser le développement d'une culture de coresponsabilité, d'engagement et de responsabilisation de tous, sous forme d'écosystèmes de compétences dans chaque école, fondés sur les apprenants et le personnel comme ressources et sources de savoirs, savoir-faire et savoir-être. À cet égard, elle doit rendre obligatoire la formation sur la diversité dans tous les programmes universitaires pour le personnel scolaire, et intégrer des compétences interculturelles dans les référentiels ministériels.

Plus de 200 personnes vont débattre de ces questions du 26 au 28 octobre à Montréal lors de la 2^e Rencontre internationale du Réseau international Éducation et diversité, organisée par l'Observatoire sur la formation à la diversité et l'équité, en croisant leurs regards sur les politiques inclusives et les défis de la formation du personnel scolaire sur ces enjeux au Québec, en France, en Suisse et en Belgique.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillefer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zaida (recherche photos); information générale : Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shielids (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfall et Karl Rettino-Parazzelli (reporters); information politique : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Coriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle : Catherine Lalonde (reporter culturel), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiat), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoit Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale : Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet : Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction : Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction : Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); publicité : Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebail (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire); PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Osvaldo Casas (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Sébastien Beaupré, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Ginette Rouleau et Isabelle Sanchez; ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici et Véronique Pagé.

ACTUALITÉS

NAÎTRE

SUITE DE LA PAGE 1

même si le stationnement va poser certains défis.

Les sages-femmes offraient leurs services depuis 2008 dans le quartier, à domicile ou à l'Hôpital Saint-Luc, indépendamment des médecins — mais toujours avec leur collaboration, au besoin. Depuis le 23 septembre dernier, la très attendue maison de naissance a été inaugurée, une fête à laquelle des centaines de citoyens du quartier se sont joints. Depuis, entre les murs rassurants d'une des quatre chambres, il y a eu déjà 15 naissances, dont la première dès le lendemain de l'ouverture.

Attaquées à la cuisine lumineuse dont les meubles ont été confectionnés par une mère et artisanne qui a bénéficié du suivi des sages-femmes, Selvi Annoussamy et Magali

Letarte confient à quel point il était primordial pour elles d'avoir pignon sur rue dans le quartier.

Le défi de la vulnérabilité

L'emplacement a été difficile à trouver, car les terrains se font chers et rares. Il aura fallu deux appels d'offres pour trouver un propriétaire. Celui qui a accepté de se lancer a fait raser une brocante qui se trouvait sur ces lieux pour y élever un bâtiment moderne et lumineux dont les deux premiers étages sont occupés par la maison des naissances, qui est locataire. Des logements constituent le dernier étage — bien insonorisé, il va sans dire!

La vision communautaire de la pratique de sage-femme prend tout son sens dans cette maison de naissance.

« Notre clientèle pourrait être composée de plus de femmes qui vivent dans des situations vulnérables qu'elle ne l'est présentement », reconnaît la sage-

femme Alice Montier, au détour du large couloir qui relie les chambres de naissance aux espaces communs. Un jeune couple visite avec elle, avant la naissance de leur premier enfant. Ils habitent le Plateau Mont-Royal voisin.

« Nous sommes à la fois sages-femmes, nutritionnistes, infirmières, psychologues, confidentes », constate M^{me} Montier. On se doit d'aller vers les femmes plus vulnérables, car nous avons beaucoup à leur apporter. On ne portera jamais de jugement sur elles: on leur parle d'égal à égale. Si elles ne prennent pas assez de poids pendant la grossesse, on ne va pas les gronder. On va chercher à comprendre, constater peut-être qu'elles ne mangent pas à leur faim, trouver des solutions! »

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a implanté dans cette maison de naissance des moyens uniques pour l'aider à remplir sa mission. Les équipes des Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE) y ont leurs bureaux. Une nutritionniste, une travailleuse sociale et une infirmière doivent se joindre à l'équipe. « C'est la maison de naissance du XXI^e siècle », s'exclame Magalie Letarte.

Partager les lieux permettra aux parents plus vulnérables qui utilisent les SIPPE de se tourner vers les sages-femmes au moment d'une

grossesse s'ils le souhaitent, et à ces dernières d'offrir rapidement un suivi aux mères qui en ont besoin.

L'égalité au cœur de la relation

« Les sages-femmes travaillent dans une relation continue, dans la confiance et l'égalité. C'est précisément ce qui est le plus gagnant en contexte de vulnérabilité », constate Magali Letarte. Après trois grossesses, dont deux suivies par des sages-femmes, elle a continué à militer pour l'ouverture de la maison de naissance en pensant aux femmes qu'elle côtoie chaque jour dans le quartier.

« Ce sont des femmes qui demandent qu'on prenne notre temps, explique Selvi Annoussamy. J'ai vu des patientes qui, en devenant mères, sont devenues des femmes, parce qu'on leur a donné le pouvoir sur leurs choix. »

Pour Magali Letarte, les jeunes pères du quartier ont tout autant à gagner d'un suivi avec une sage-femme. « Ils ne sont pas toujours valorisés dans leur rôle de parent. Les sages-femmes peuvent leur redonner confiance, leur montrer que cette place leur appartient, en les incitant à prendre part activement à l'accouchement notamment. »

Les sages-femmes n'imposent rien. Elles informent, appuient, soutiennent. A la mère de décider des tests qu'elle ac-

Quels sont les critères de vulnérabilité ?

Environ 10% des femmes qui accouchent présentent un ou plusieurs critères de vulnérabilité les rendant admissibles aux Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE), soit:

Avoir moins de 20 ans;

Ne pas avoir de diplôme d'études secondaires ou d'études professionnelles;

Vivre sous le seuil de faible revenu.

Plusieurs autres facteurs concomitants peuvent s'additionner à ces critères de base, comme le fait d'être immigrante, mère célibataire, d'être isolée, d'avoir des problèmes de santé mentale, par exemple.

Certaines de familles visées par les SIPPE sont en difficulté, d'autres non. Ces critères constituent des facteurs de risque de vulnérabilité. Leur présence peut nuire à la relation parent-enfant ou au développement optimal de l'enfant.

Source: Rapport du comité-conseil post-chantiers sur les SIPPE déposé au ministère de la Santé et des Services sociaux, 2011.

cepte de subir, de son accouchement, des soins au bébé, de l'allaitement.

Les services des sages-femmes sont très demandés, et la liste d'attente, réelle. Elles ont le mandat de suivre les grossesses à faible risque. Alors que 80% de grossesses correspondent à ce critère et que 25% des femmes souhaitent ce type de suivi, seulement 2% des suivis sont assurés par des sages-femmes. Québec vise 10% dans sa Politique de Périnatalité 2008-2018.

Pour éviter que toutes les places soient occupées par les femmes souvent éduquées et favorisées qui les contactent dès le test de grossesse positif, il faut ré-

server des places en priorité aux femmes du quartier qui vivent dans un contexte de vulnérabilité. « Souvent, elles vont appeler à vingt semaines de grossesse, quand le bébé commence à bouger, constate M^{me} Annoussamy. Plusieurs n'ont même pas le téléphone à la maison! » Celles-là n'auront qu'à frapper à leur porte, toujours ouverte.

Déjà, elle constate avec satisfaction que la mixité est au rendez-vous dans les rencontres d'information qui présentent les services de la maison de naissance aux futurs parents qui manifestent leur intérêt. « Et neuf sur dix décident de poursuivre avec nous! »

Le Devoir

Portrait du Centre-Sud

Les 36 000 personnes qui vivent dans le quartier sont en moyenne plus jeunes et plus pauvres que sur le reste de l'île:

Le revenu médian des ménages est de 30 991 \$, contre une moyenne de 38 177 \$ pour Montréal.

48% des familles avec enfants du Centre-Sud sont des familles monoparentales.

23% des habitants du quartier sont issus de l'immigration.

43% des enfants vivent sous le seuil de faible revenu.

12% des résidents ne possèdent aucun diplôme.

Source: Table de développement social Centre-Sud, données de Statistique Canada, recensement de 2011.

FRANCOPHONIE

SUITE DE LA PAGE 1

phone, à l'heure où il mène une vaste révision de ses priorités en développement international. Pour la deuxième année d'affilée, et la troisième en quatre ans, l'Afrique francophone subsaharienne a connu, en 2015, les meilleures performances économiques du continent noir, selon la Banque mondiale. Malgré cela, d'énormes défis demeurent, particulièrement pour la jeunesse africaine.

« Il y a un grand constat qui se fait: l'explosion démographique en Afrique francophone, et les besoins des jeunes, a affirmé M^{me} Bibeau. Tous ces jeunes en Afrique ont besoin de croire en l'avenir, d'avoir des opportunités en éducation, en formation, en emploi. Le Canada doit travailler avec ces pays pour créer des emplois, de l'espoir. Ce sera un axe d'intervention important pour nous. »

Migration et terrorisme

Il s'agit là d'un enjeu économique, mais aussi de paix et de sécurité mondiale, soutient la ministre et ex-entrepreneure, qui a commencé sa carrière à l'Agence canadienne de développement international, séjournant notamment au Maroc et au Bénin. « Tous ces jeunes désespérés qui cessent de croire en l'avenir de leur pays, il y a des risques qu'ils viennent grossir les flots de migrants ou, pire, de groupes armés ou terroristes. »

Le Canada pourrait également tirer profit de ces efforts visant à offrir un avenir plus prometteur aux jeunes d'Afrique. Pour la première fois en juillet, les provinces et territoires se sont entendus sur une cible d'immigration francophone à l'extérieur du Québec de 5%. Un sommet sur l'immigration francophone doit par ailleurs se tenir au printemps 2017, afin de « déterminer les moyens d'action à prendre » pour atteindre la cible. L'Afrique sera certainement au cœur des discussions.

Expertise et mariages forcés

À Madagascar, Ottawa compte aussi mettre en avant une résolution portant sur la lutte contre les mariages précoces et forcés d'enfants, l'un de ses chevaux de bataille à l'échelle internationale. Chaque année dans le monde, on estime que 15 millions de filles âgées de moins de 18 ans sont forcées de se marier. Le sort réservé par de nombreux pays aux minorités, quelles qu'elles soient, fera aussi l'objet de pourparlers.

Autre signe de ce réengagement en Afrique, Ottawa entend travailler de près avec les gouvernements de plusieurs pays tels que le Burkina Faso, le Sénégal, ou encore le Mali, afin de partager son expertise en matière de santé, d'éducation et de saine gouvernance.

« Ils veulent qu'on les aide à développer des compétences pour que leurs gouvernements soient plus autonomes, a résumé M^{me} Bibeau. Dans certains cas, on s'intéresse aussi aux finances. La fiscalité est un élément dans lequel on peut intervenir et fournir notre expertise. »

La langue française joue dans ce contexte un rôle rassembleur. « C'est beaucoup plus facile de

L'Ontario bientôt membre de l'OIF

En plus de marquer le « retour » du Canada dans la francophonie internationale, le Sommet de Madagascar devrait selon toute vraisemblance confirmer l'adhésion de l'Ontario à l'OIF, après des années d'attentes.

La province désire recevoir un statut d'observateur au sein de l'OIF, « et ce, dans l'idée d'y obtenir par la suite le statut de membre de plein droit », révèlent des échanges entre les premiers ministres Kathleen Wynne et Justin Trudeau, dont *Le Devoir* a obtenu copie. Le Québec et le Nouveau-Brunswick sont déjà membres à part entière depuis les années 1970.

Contrairement à son prédécesseur, le gouvernement Trudeau appuie « sans réserve » cette démarche, s'engageant à « préparer une campagne efficace visant à convaincre et rallier les autres membres de l'OIF ». Des consultations avec des partenaires clés tels que « la France, la Suisse, la Belgique, ainsi que le Sénégal et Madagascar » sont d'ailleurs en cours, explique M. Trudeau dans sa lettre à son homologue.

En coulisse, à Ottawa, on souligne que la demande ontarienne a reçu un « accueil très favorable » chez les États membres au cours des derniers mois. « On n'a pas de raison de croire que quiconque s'y opposera », dit-on. Les quelque 612 000 Franco-Ontariens forment la plus importante communauté francophone du Canada en dehors du Québec.

se comprendre quand on parle la même langue. »

Québec veut parler LGBT

Québec n'est pas en reste: le gouvernement Couillard fera connaître une proposition concernant la radicalisation menant à la violence, a indiqué en entrevue la ministre des Relations internationales, Christine St-Pierre. À titre de gouvernement participant, le Québec dispose de la plupart des pouvoirs des États membres.

M^{me} St-Pierre souhaite également « sensibiliser », mais « sans que cela passe nécessairement par une résolution », les pays de la Francophonie à la question des droits des personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles ou

transgenres (LGBT). Dans certains pays, en Afrique notamment, le simple fait d'être gai peut mener à la prison, voire à la mort, a-t-elle rappelé. « On pense que l'OIF peut et doit se pencher sur cet enjeu de société. Le Québec et le Canada forment un peuple très ouvert, et on doit parler de cet enjeu-là avec les autres membres. »

Fondée en 1970, l'OIF compte 80 États ou gouvernements (54 membres de plein droit, 3 associés et 23 observateurs), répartis sur les cinq continents. Michaëlle Jean, l'ex-gouverneure générale du Canada, est secrétaire générale de l'OIF depuis janvier 2015.

Le Devoir

ENSEMBLE

SUITE DE LA PAGE 1

détails qui n'ont servi qu'à détourner l'attention publique de l'agression dont j'ai été victime et à camoufler l'enjeu principal — en l'occurrence la banalisation et la minimisation systématique des violences sexuelles à l'endroit des femmes. »

Dimanche, elle a remis sa lettre au *Devoir* — publiée en page A 7 — en précisant que tout ce qu'elle souhaitait partager avec le public s'y trouvait. Elle n'a pas souhaité accorder d'entrevue.

Tester la crédibilité

Au cours des derniers jours, dans les médias traditionnels comme sociaux, la crédibilité de la jeune femme a été testée. Pourquoi est-elle montée dans la chambre du député, écarté du caucus libéral au lendemain de la dénonciation? Lui a-t-elle vraiment dit non? A-t-elle été blessée lors de l'agression présumée? Comme autant d'enquêteurs, des Québécois ont voulu décortiquer les événements présumés pour tenter de leur donner un sens.

« Le problème, ou la difficulté que posent les situations d'agressions sexuelles, c'est qu'on veut toujours essayer d'expliquer le comportement de la victime. C'est comme si le comportement de la victime allait nous donner de l'information sur le crime qui a été commis », constate la fondatrice et directrice du Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal, Deborah Trent. Celle qui œuvre dans le domaine depuis une trentaine d'années n'a pas voulu commenter le cas d'Alice Paquet. Mais elle a

partagé des observations qu'elle a cumulées au fil des années.

« Comme société, on a toujours eu la perspective voulant qu'une personne qui raconte une agression sexuelle soit une personne qui ment, ajoute-t-elle. C'est beaucoup plus facile, ou acceptable, d'avancer que ce que dit la personne qui dénonce est faux. [...] C'est dur de rester devant le fait que ça s'est passé parce que quelqu'un a décidé qu'il voulait le faire. »

Alice Paquet avance une réponse aux questions soulevées par le public dans sa lettre. « Pourquoi être remontée à sa chambre? Pourquoi n'ai-je pas dénoncé immédiatement après les événements? [...] Parce qu'on m'a fait comprendre qu'une femme qui se fait agresser l'aurait mérité. Parce que j'ai figé, que j'ai eu peur, que j'ai cédé », écrit-elle.

Du « voyeurisme déplacé »

Dans son texte, la jeune femme s'en prend aussi au blogueur P. A. Beaulieu, qui a posé des questions sur les allégeances politiques de la jeune femme, abordé l'impact présumé de ses problèmes psychologiques sur sa rencontre avec le député Sklavounos et évoqué la possibilité qu'elle soit (ou ait été) une travailleuse du sexe. « On y apprend notamment que j'ai déjà été escortée », note Alice Paquet dans sa lettre. Comme si une telle information avait une incidence sur le bris de consentement dont j'ai été victime, à l'instar de tant de femmes. »

Au blogueur, comme au média qui a repris ses allégations, elle répond en évoquant du « voyeurisme déplacé », qui constitue à son avis « le prolongement d'une longue tradition de dénigrement des femmes qui osent parler de sujets tels que le viol ou le harcèlement, en public comme en privé. »

comprendre, qui disent: je pense que j'ai vécu quelque chose. Ils veulent confirmer [des doutes]. »

De son passage médiatique, Alice Paquet espère que les femmes garderont un message d'unité. « Nous sommes fortes, nous sommes indestructibles, et c'est ensemble que nous avancerons », lance-t-elle dans sa lettre ouverte.

La jeune femme doit rencontrer ce lundi les enquêteurs du Service de police de la Ville de Québec. Elle se promet désormais de faire profil bas dans les médias.

Le Devoir

Deux arrestations

Deux étudiants de l'Université Laval ont été arrêtés relativement aux plaintes d'intrusions par effraction dans les résidences de l'établissement la fin de semaine dernière, a annoncé samedi le Service de police de la Ville de Québec. L'un des suspects a été libéré après avoir été interrogé, sous promesse de comparaître. L'autre individu, Thierno-Ourny Barry, âgé de 19 ans, a comparu par vidéoconférence samedi. Il fait face à des chefs d'introduction par effraction. Il pourrait faire face à d'autres accusations liées aux quatre plaintes d'agressions sexuelles que le SPVQ a reçues. Les deux individus se connaissent. Ils ont été exclus de l'université jusqu'à la fin des procédures judiciaires. L'un des suspects était un résident du pavillon Parent, où les intrusions ont été rapportées.

Le Presse canadienne

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

D Le Devoir sur ledevoir.com

sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com